

MISSION LOCALE DE TOULOUSE

***Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels***

Exercice clos le 31/12/2025

MISSION LOCALE DE TOULOUSE
32, rue de la Caravelle
31200 TOULOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE DE TOULOUSE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « changement de méthode comptable 2025 » de la note I. « Règles et méthodes comptables » qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application, à compter du 1^{er} janvier 2025, de la nouvelle réglementation ANC 2022-06 du 04/11/2022 en lien avec le plan comptable général et le plan comptable associatif.



1/4

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'association Mission Locale de Toulouse est financée par le biais de subventions de fonctionnement d'origine publique qui constituent l'essentiel de ses ressources.

Celles-ci font l'objet d'un traitement comptable et d'une présentation dans les états financiers spécifiques émanant du règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC 2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, tel qu'indiqué dans les paragraphes « V. Notes sur le compte de résultat 2. Les produits c. Subventions de fonctionnement » et IV « Notes sur le bilan passif - Fonds dédiés » de l'annexe des comptes annuels.

Le traitement et les incidences sur les comptes de la subvention de l'Etat relative au dispositif central Contrat Engagement Jeune en vigueur depuis mars 2022 sont par ailleurs décrits dans l'annexe note II. « Informations significatives » dans les paragraphes ad hoc « CPO / Dispositif Contrat Engagement Jeune » et « Incidences du dispositif CEJ 2025 / comptes annuels clos au 31/12/2025 ».

Dans le cadre de notre appréciation des informations significatives de l'exercice et de leur présentation d'ensemble, nous nous sommes assurés de la correcte et pertinente traduction comptable des conventions de financement public et opérations financières inhérentes, à l'aune des normes applicables en la matière, des assertions de droits et obligations, d'évaluation, d'exhaustivité et de rattachement des produits à la période ainsi que du respect des principes comptables de prudence et de permanence des méthodes.

Les comptes annuels font par ailleurs état de provisions pour risques et charges significatives comptabilisées au titre de l'exercice ou au titre d'exercices précédents et maintenues au 31/12/2025, pour un montant total de 372.393 € tel que mentionné dans l'annexe dans le paragraphe II « Informations significatives - provisions pour risques et charges ». Nous nous sommes assurés du bien-fondé et du caractère approprié de ces dernières ainsi que de leur évaluation cohérente et prudente en lien avec les éléments des dossiers concernés connus et disponibles à date.

Enfin, il a été comptabilisé une prime d'intéressement significative de 163.464 € au titre de l'exercice comme indiqué dans la note II Informations significatives - § Charges de personnel » de l'annexe. Cette dernière a fait l'objet de contrôles appropriés ayant permis de valider son montant à l'aune des critères et éléments de calculs inhérents à l'exercice et conformément aux dispositions contractuelles applicables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Toulouse, le 12 mai 2026.



FIDEA SOLUTIONS,
Représentée par Mr Philippe BERTRAND,
Commissaire aux comptes.



BILAN ACTIF	Exercice clos au 31/12/2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissement et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais de développement	105 815 €	81 641 €	24 174 €	43 007 €
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	105 815 €	81 641 €	24 174 €	43 007 €
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 638 €	6 632 €	6 €	63 €
Autres	2 292 790 €	1 169 449 €	1 123 341 €	1 365 756 €
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières :				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	259 €		259 €	259 €
Prêts	810 €		810 €	3 380 €
Autres immobilisations financières	139 184 €		139 184 €	139 225 €
Total II	2 545 496 €	1 257 722 €	1 287 774 €	1 551 690 €
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances :				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	0 €		0 €	0 €
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	3 583 047 €		3 583 047 €	1 949 334 €
Charges constatées d'avance	76 150 €		76 150 €	86 597 €
Valeurs mobilières de placement :				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	4 694 773 €		4 694 773 €	5 609 052 €
Total III	8 353 969 €		8 353 969 €	7 644 983 €
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)	10 899 465 €	1 257 722 €	9 641 743 €	9 196 673 €



BILAN PASSIF	Exercice clos au 31/12/2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres Fonds propres	392 851 €	392 851 €
Fonds propres avec droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres Réserves	5 896 166 €	5 861 213 €
Report à nouveau	201 537 €	201 537 €
Excédent ou déficit de l'exercice	18 430 €	34 952 €
Situation nette (sous total)	6 508 984 €	6 490 553 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	3 632 €	
Provisions réglementées		
Total I	6 512 615 €	6 490 553 €
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	57 691 €	38 193 €
Total II	57 691 €	38 193 €
PROVISIONS		
Provisions pour risques	372 393 €	166 008 €
Provisions pour charges		
Total III	372 393 €	166 008 €
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	25 €	
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	274 338 €	266 502 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 113 511 €	883 039 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	729 €	
Produits constatés d'avance	1 310 441 €	1 352 378 €
Total IV	2 699 044 €	2 501 919 €
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	9 641 743 €	9 196 673 €





Mission Locale Toulouse

COMPTE DE RESULTAT	Exercice clos au 31/12/2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	6 927 €	8 923 €
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	8 742 244 €	9 328 915 €
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		307 415 €
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5 000 €	
Utilisations des fonds dédiés	16 193 €	20 944 €
Autres produits	109 916 €	19 666 €
Total I	8 880 281 €	9 685 864 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 669 226 €	1 756 397 €
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	461 470 €	518 739 €
Salaires	4 304 876 €	4 817 074 €
Cotisations sociales	1 719 878 €	1 890 024 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	302 881 €	319 263 €
Dotations aux provisions	206 386 €	0 €
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	35 691 €	38 193 €
Autres charges	248 165 €	296 631 €
Total II	8 948 573 €	9 636 320 €
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-68 292 €	49 544 €
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	99 873 €	138 227 €
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	99 873 €	138 227 €
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	25 €	0 €
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	25 €	0 €
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	99 848 €	138 227 €
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	31 555 €	187 771 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		19 853 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		153 605 €
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0 €	-133 752 €
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	13 125 €	19 067 €
Total des produits (I + III + V)	8 980 153 €	9 843 944 €
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	8 961 723 €	9 808 992 €
EXCEDENT OU DEFICIT	18 430 €	34 952 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0 €	0 €
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	18 430 €	34 952 €
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0 €	0 €
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	18 430 €	34 952 €

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS – Exercice 2025

➤ **Total net du bilan avant répartition : 9 641 743 €**

➤ **Résultat de l'exercice : excédent de 18 430 €**

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.



I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

➤ Les comptes annuels sont établis dans le respect du principe de prudence selon les conventions de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles émanant du règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC 2018-06 modifié du 05/12/2018 applicable au 01/01/2020 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et, pour les dispositions non couvertes par ce dernier, par référence à celles du règlement ANC 2014-03 modifié relatif au plan comptable général ainsi que du règlement n°2023-03 qui modifie plusieurs règlements de l'ANC – en coordination avec le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers- dont le règlement de l'ANC 2018-06.

➤ La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

➤ Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue. Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- Logiciels 3 ans
- Matériel informatique 1 à 3 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Mobilier de bureau 5 à 10 ans
- Installations générales, aménagements divers 3 à 10 ans

➤ Changement de méthode et incidences :

L'application obligatoire du règlement ANC 2022-06 du 04/11/2022 relatif à la modernisation des états financiers aux comptes annuels ouverts à compter du 01/01/2025 et son adaptation sectorielle aux associations retranscrite dans le règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2023-03 constitue un changement de méthode.

Les principales conséquences de ce changement de réglementation comptable dans les comptes de l'association ouverts à compter du 01/01/2025 sont les suivants :

- Adoption de nouveaux modèles d'états financiers (bilan, compte de résultat et annexe)
- Reclassement bilantiel des charges constatées d'avance au niveau de la rubrique des créances
- Reclassement des opérations de sortie d'immobilisations en résultat d'exploitation
- Suppression de la technique des transferts de charges : les opérations anciennement constitutives de transferts de charges et comptabilisées dans les comptes de produits « 791 » sont désormais comptabilisées au crédit de comptes de charges d'exploitation « 649 » (indemnités journalières sécurité sociale/prévoyance, avantages en nature, prise en charge salaires/formation etc.) ou de produits divers d'exploitation « 758 » (remboursements formations, indemnités service civique, indemnités d'assurances etc.).

- Nouvelle définition du résultat exceptionnel : ce dernier est notamment désormais circonscrit aux seules opérations directement liées à un événement majeur et inhabituel. Il exclut toute opération considérée comme entrant dans l'activité normale et courante de l'association, laquelle est inscrite selon sa nature en résultat d'exploitation ou résultat financier.

De sorte, les opérations anciennement comptabilisées dans le compte de résultat exceptionnel (opérations concernant les exercices antérieurs, opérations ponctuelles liées à la gestion, pertes sur subventions, provisions pour risques et charges sociaux ou contractuels, pénalités etc.) ne revêtent plus la qualification d'opérations de nature exceptionnelle et sont traitées en tant qu'opérations relevant du cycle d'exploitation normal et courant de l'association.

Elles sont ainsi désormais comptabilisées au niveau du résultat d'exploitation, le cas échéant dans des comptes ad hoc de charges et produits d'exploitation divers (« 658670 charges diverses/charges exercices antérieurs » ou « 758770 produits divers/produits exercices antérieurs »).

De même les dotations aux provisions pour risques et charges et reprises de ces dernières, que ce soit en matière sociale (litiges salariés etc.) ou relevant de relations contractuelles avec les tiers (financeurs, bailleurs etc.), sont désormais comptabilisées au niveau du résultat d'exploitation (comptes 6815/7815 en lieu et place des comptes 6875/7875).

Incidences sur les comptes 2025

Les opérations de l'exercice 2025 relevant anciennement des transferts de charges ont été comptabilisées pour un montant total de 231.689 € au crédit des comptes « 649 » suivants :

- Remboursement CPAM (649000) : - 189.735 €
- Remboursement prévoyance (649100) : - 5.141 €
- Remboursement indemnité syndicale (649200) : - 20.268 €
- Avantage en nature (649300) : - 5.223 €
- Remboursement formation/salaires (649400) : - 11.322 €



Aucune opération inhérente à l'exercice 2025 a été comptabilisée en résultat exceptionnel tel que nouvellement appréhendé.

Certaines opérations relatives à l'exercice ou à des exercices antérieurs, anciennement comptabilisées en résultat exceptionnel de par leur nature, ont été constatées en résultat d'exploitation dans les comptes 2025 :

- Charges diverses/charges exercices antérieurs - poste « 658670 » comptabilisées pour un montant total de 81.062 € (régularisations comptes tiers et cotisations sociales, régularisations charges locatives, pertes diverses notamment sur subvention).
- Produits divers/produits exercices antérieurs - poste « 758770 » comptabilisés pour un montant total de 18.175 € (régularisations comptes tiers et cotisations sociales).
- Dotations aux provisions pour risques et charges de nature sociale (litige salarié, redressement cotisations sociales) - poste « 681500 » comptabilisées pour un montant total de 206.386 €.

II. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

CPO / Dispositif Contrat Engagement Jeune Convention pluriannuelle du 29/12/2022 et avenants N°76 22 102 CPO 11

Le dispositif Garantie Jeunes a pris fin au 28/02/2022 et a été remplacé concomitamment par le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) prévu à l'article L.5136-1 du Code du travail, dont la gestion et la mise en œuvre nationale ont principalement été confiées à Pôle Emploi et au réseau des Mission Locales par le législateur dans le cadre de la politique publique de l'emploi et de l'insertion sociale des jeunes et dont il est une pierre angulaire.

Le dispositif CEJ constitue ainsi un des principaux cadres de fonctionnement structurel et quotidien de l'Association inhérents à la réalisation de la mission de service public confiée au réseau des Missions Locales par le législateur et prévoit le suivi et l'accompagnement dans la durée de jeunes « Neet » dans le cadre d'un engagement contractuel de ces derniers sur une période de 12 mois susceptible d'être prolongée jusqu'à 18 mois.

La mise en œuvre du CEJ au sein de l'association Mission Locale Toulouse fait l'objet d'un déploiement de moyens humains, techniques et matériels significatifs et adaptés depuis 2022 afin de remplir les objectifs quantitatifs d'accueil du public jeunes visé qui lui sont assignés par la CPO du 29/12/2022 et ses avenants.

Le financement du CEJ, principale ressource de l'Association et considérée par cette dernière comme partie intégrante de son financement structurel de fonctionnement, prévoit le versement d'une subvention forfaitaire de l'Etat par jeune accompagné durant sa durée contractuelle d'engagement s'élevant à 1 650 €.

Cette subvention forfaitaire, assortie d'une condition suspensive, est acquise dans son principe, montant et versement lorsque le jeune dispose d'une ancienneté minimale d'un mois de parcours dans le dispositif, par référence à la date de signature de son contrat, ce pour toute la durée de son accompagnement par l'Association et quelle que soit cette dernière.

De sorte, la subvention est susceptible de porter sur une période à cheval entre deux exercices selon la date de signature du contrat par le jeune.

Compte-tenu de ces éléments et contexte, l'Association Mission Locale de Toulouse comptabilise en « produit constaté d'avance » à la date de clôture de l'exercice N la quote-part de subvention acquise concernant l'exercice suivant N+1 calculé prorata temporis par référence à la date de signature et durée du CEJ, dans le cas où la durée contractuelle d'accompagnement et donc de financement et d'engagement des charges inhérentes est étalée sur deux exercices.

La subvention CEJ de l'exercice N fait l'objet d'un versement contractuel d'avances durant l'exercice N et après contrôle et validation de la DGEFP, du versement d'un solde sur l'exercice N+1 sur la base des entrées effectives réalisées durant l'exercice N finançables (nombre de jeunes effectivement éligibles à la subvention forfaitaire de 1 650 et la présence sur le dispositif au moins un mois après la date de signature de leur contrat).

CPO 2025 (avenant n°5 du 15/09/2025) :

Subvention « socle » : **1 969 129 €**

Subvention « Contrat Engagement Jeunes » : **objectif quantitatif annuel de 2 603 jeunes accompagnés / CEJ**

Incidences du dispositif CEJ / comptes annuels clos au 31/12/2025

Le taux de réalisation 2025 s'élève à 99,92 % de l'objectif plafond assigné dans la CPO 2025, soit 2 600 jeunes finançables entrés dans le dispositif (sur 2 602 accueillis) pour un montant total de subvention de 4 290 000 €.

Subvention CEJ 2025 acquise au titre des entrées de jeunes / dispositif au 31/12/2025 : **4 290 000 €**

Produit constaté d'avance au 31/12/2025 (financement parcours CEJ 2026 pour les jeunes entrés en 2025) : **1 295 811 €**

Extourne des produits constatés d'avance au 31/12/2024 : **1 324 404 €**

Subvention nette de PCA constatée dans le compte de résultat : **4 318 593 €**

Avances versées au 31/12/2025 : **2 047 278 €**

Solde subvention à percevoir au 31/12/2025 : **2 242 742 €**



Charges de personnel

Les charges de personnel qui ont baissé de façon significative en 2025 s'élèvent à 6 024 754 € au total, soit - 682 344 € par rapport à 2024, notamment en raison de la diminution des subventions accordées et le non-remplacement systématique des arrêts maladie.

Aucune prime exceptionnelle pour le partage de la valeur dite prime « PPV » n'a été versée au titre de l'exercice 2025. Celle relative à l'exercice 2024 s'élevait à 117 946 €.

Une prime d'intéressement de 163 464 € a été provisionnée au titre de l'exercice 2025 (avenant n°2 du 28/01/2025 à l'accord initial du 30/06/2021 et à l'avenant n°1 du 12/06/2023).

Immobilier & nouvelles locations

Pour notre site du TERTIAL route de SAINT SIMON, les travaux d'aménagement du 4^{ème} étage ont été terminés au mois de mai 2024. Le 1^{er} étage a été libéré le 26 août 2024. La sortie des locaux fait l'objet d'un litige avec le bailleur provisionné en totalité par prudence depuis le 31/12/2024 (80 268€).

Investissements & immobilisations

Des investissements autofinancés pour un total de 41 576 € ont été effectués au cours de l'exercice.

Trésorerie

Ouverture d'un compte OPCVM auprès du Crédit Agricole sur lequel il a été placé 3 000 169 €.

Ce placement provient de l'échéance d'une partie des DAT souscrits.

Provisions pour risques et charges

Une dotation aux provisions pour risques et charges a été constatée au 31/12/2025 pour un montant total de 206 386 € concernant un litige salarial né en 2024, avec saisine du Conseil des Prud'hommes en mai 2025, à hauteur de 180 889 € (audience de conciliation en mars 2026, audience de mise en état en janvier 2027) et un risque de régularisation de charges patronales pour un montant de 25 497 € inhérent à un problème de paramétrage de la paie par le prestataire en charge de cette dernière au niveau des indemnités de prévoyance. Le montant total des risques et prétentions des parties adverses a été provisionné à 100% par prudence.

Les provisions pour risques et charges constatées au 31/12/2024 pour un montant de total de 164 008 € sont maintenues au 31/12/2025 par prudence en l'absence d'évolution des dossiers concernés et sur la base des informations et éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. Ces derniers concernaient :

- 1) Un litige salarial né en 2024 à hauteur de 30 740 € (audience de conciliation en mars 2025, en attente de date en première instance)
- 2) Un litige avec la Société CIGIMMO (bailleur Tertial) à hauteur de 80.268 € dans le cadre de la sortie des locaux du 1^{er} étage.
- 3) Un litige salarial né en 2023 constatée à hauteur de 53.000 € au 31/12/2023.

Le montant total des risques et prétentions des parties adverses avait été provisionné à 100% par prudence pour l'ensemble des dossiers concernés.

Le montant total des provisions pour risques et charges comptabilisées au 31/12/2025 s'élève à 372 393 €.

III. NOTES SUR LE BILAN ACTIF



Actif immobilisé :

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations Incorporelles	101 783 €	4 032 €	- €	105 815 €
Immobilisations Corporelles	2 313 011 €	37 544 €	51 127 €	2 299 428 €
Immobilisations Financières	142 865 €	5 090 €	7 701 €	140 254 €
TOTAL	2 557 658 €	46 666 €	58 828 €	2 545 496 €
Amortissements & Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations Incorporelles	58 776 €	22 866 €	- €	81 641 €
Immobilisations Corporelles	947 192 €	280 016 €	51 127 €	1 176 081 €
TOTAL	1 005 968 €	302 882 €	51 127 €	1 257 722 €

Etat des créances :

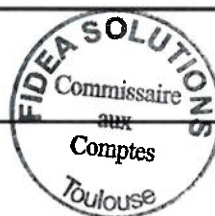
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé	140 253,00 €	810,00 €	139 443 €
Autres titres immobilisés	259,00 €		259 €
Prêts au personnel	810,00 €	810,00 €	- €
Dépôts et cautions	139 184,00 €		139 184 €
Actif circulant	3 659 197,00 €	3 659 197,00 €	
Créances clients	- €	- €	
Personnel - oppositions sur salaires			
Subventions non versées à la clôture	3 325 162,00 €	3 325 162,00 €	
Subventions versées avant notification			
Organismes sociaux à recevoir	20 091,00 €	20 091,00 €	
Formation à recevoir	- €	- €	
Etat - Produit à recevoir	228 338,00 €	228 338,00 €	
Autres produits à recevoir			
Stocks TR	45,00 €	45,00 €	
Autres créances	1 641,00 €	1 641,00 €	
Autres produits à recevoir	7 770,00 €	7 770,00 €	
Charges Contatées d'Avance	76 150,00 €	76 150,00 €	
TOTAL	3 799 450 €	3 660 007 €	139 443 €

Charges constatées d'avance :

Locations immobilières/charges locatives/taxes foncières	18 824 €
Droits utilisation logiciels	18 681 €
Autres (divers maintenance, documentation, location matériel, téléphonie, assurance etc.)	38 645 €
TOTAL	76 150 €

Produits à recevoir organismes sociaux et divers :

Indemnités Journalières Sécurité sociale / Prévoyance	20 091 €
FSE FAHRE 2025	121 003 €
FSE ALTERN'UP 2025	107 335 €
Intérêts DAT	56 546 €
Autres produits à recevoir	7 770 €
TOTAL	312 745 €



Trésorerie :

Compte courant - Crédit Agricole	93 527 €
Compte sur Livret - Crédit Agricole	459 069 €
Livret A Associations - Crédit Agricole	85 462 €
Dépôt à terme - Crédit Agricole	1 000 000 €
OPCVM - Crédit Agricole	3 000 169 €
Intérêts courus sur DAT	56 546 €
TOTAL	4 694 773 €

IV. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres :

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	392 851				392 851
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	5 861 213		34 952		5 896 166
Report à nouveau	201 537				201 537
Excédent ou déficit de l'exercice	34 952	-34 952	18 430		18 430
Situation nette	6 490 553				6 508 984
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	0		3 632		3 632
Provisions réglementées					
TOTAL	6 490 553	-34 952	57 014		6 512 615



Fonds dédiés :

Les fonds dédiés correspondent aux subventions de fonctionnement dédiées par des tiers financeurs à des projets définis, comptabilisées en produits au cours de l'exercice ou au cours des exercices précédents et n'ayant pu être utilisées partiellement ou totalement à la clôture conformément à l'engagement pris à leur égard.

La comptabilisation de celles-ci au passif en « fonds dédiés » a pour contrepartie le compte de charges « Report en fonds dédiés » au niveau du résultat d'exploitation.

Les sommes inscrites au passif en « fonds dédiés » sont rapportées au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisation de fonds dédiés » au niveau du résultat d'exploitation.

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		Transferts	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Permis Citoyen / Etat 2024	7 637,20		7 637,20				
Trait Union / Etat 2024	15 000,00		8 000,00			7 000,00	
Trait Union / TME 2024	15 000,00					15 000,00	
Trait Union / Ville de TOULOUSE 2024	556,00		556,00				
CPOM / ARS 2025		3 262,05				3 262,05	
Saisons Actives / Région 2025		12 666,45				12 666,45	
CLPE Evolu'Jeunes / DRÉETS 2025		13 225,00				13 225,00	
Permis Citoyen / Etat 2025		6 537,20				6 537,20	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	38 193,20	35 690,70	16 193,20	0,00	0,00	57 690,70	0,00

Etat des dettes :



	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	274 337 €	274 337 €	
Fournisseurs	129		
	158 €	129 158 €	
Fournisseurs - factures à recevoir	145		
	179 €	145 179 €	
Dettes fiscales & sociales	1 113 511	2501358	
Personnel - Rémunération due	0	0	
Personnel - Oppositions sur salaires	36	36	
Personnel - Charges à payer	163 464	163 464	
Provision sur congés payés + précarité CDD	390 328	390 328	
Provision - Charges sociales et fiscales sur congés payés + précarité CDD	145 045	145 045	
URSSAF	137 454	137 454	
HAMONY Mutuelle	0	0	
HUMANIS Prévoyance	17 652	17 652	
HARMONIE Mutuelle	38 805	38 805	
Effort Construction	18 375	18 375	
IRCANTEC	7 848	7 848	
ACTION LOGEMENT SERVICES	0	0	
MALAKOFF Retraite	20 080	20 080	
AXA France HUMANIS Art 83	37 847	37 847	
UNIFORMATION	50 781	50 781	
IMPOTS - Prélèvement à la source	7 273	7 273	
TRESOR - Taxe sur salaires	9 443	9 443	
ETAT - Charges à payer	48 981	48 981	
ETAT - Impôts sociétés	20 099	20 099	

	TOTAL	1 387 848	1 387 848	
--	-------	-----------	-----------	--

Produits constatés d'avance :

Produits constatés d'avance	1 310 441 €
Subvention Saisons Actives 2026	14 630 €
Contrat engagement jeune quote-part 2026	1 295 811 €

V. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Les Charges

a) Charges d'exploitation

Achats et charges externes

Consommation exercice / Tiers	1 669 226 €
TOTAL	1 669 226 €



Impôts et taxes

Impôts, taxes et versements assimilés (1)	461 470 €
TOTAL	461 470 €

(1) Dont taxe sur les salaires : 376.519 € et autres taxes assises sur les rémunérations : 84.951 €

Charges du personnel

Salaires et traitements	4 304 876 €
Charges sociales	1 719 878 €
TOTAL	6 024 754 €

Dotations aux amortissements

Amortissement sur immobilisations incorporelles	22 866 €
Amortissement sur immobilisations corporelles	280 015 €
TOTAL	302 881 €

Autres charges

Charges diverses de gestion courante	63 €
Prestations - Permis citoyen	15 100 €
Prestations - Promosanté	16 181 €
Prestations - Inclusion par le travail	3 690 €
Prestations - CEJ	5 300 €
Prestations - Parrainage	3 100 €
Prestations - Obligation de formation	960 €
Prestations - REMOB	81 472 €
Prestations - RIOE	736 €
Prestations - Trait d'Union	22 800 €
Prestations - Saisons Actives	7 704 €
Prestations - SAS Linguistique	9 996 €
Charges diverses sur Exercice Antérieur	81 062 €
TOTAL	248 165 €

Impôt sur les sociétés

Fiscalité des revenus de placements financiers : 13 125 €

2. Les Produits

a) Produits d'exploitation



Produits des prestations assurées par la structure

Prestations de services - divers	6 927 €
TOTAL	6 927 €

Produits de tiers financeurs et autres produits d'exploitation

Subventions	8 742 244 €
Produits des cessions immos	5 000 €
Utilisation des Fonds dédiés	16 193 €
Autres produits	109 916 €
Quote part subvention virée au résultat	211
Remboursement Promofaf	30413
Remboursement Services Civiques	36627
Mécénat	24365
Produits divers sur exercice antérieur	18175
Divers	125
TOTAL	8 873 353 €

b) Produits financiers

Intérêts et produits assimilés (Produits dégagés par les Livrets d'épargne et DAT)	99 873 €
TOTAL	99 873 €

c) Subventions de fonctionnement

Conformément aux normes en matière de comptabilisation des subventions de fonctionnement, ces dernières sont enregistrées en produits à la date de la notification des conventions ou lorsque les conditions suspensives attachées sont levées. Celles relatives à l'exercice N notifiées en N+1 sont comptabilisées en produits à recevoir, et inversement, celles notifiées en N concernant N+1 sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Les subventions comptabilisées en produits (compte 741) s'élèvent à **8 742 455 €** contre **9 328 915 €** en 2024.

La variation (nette de PCA/subvention CEJ 2025) des comptes de subventions (compte 741) est d'un montant total de - 586 460 € soit - 6.29 %.

(cf. tableau détaillé ci-après)

SUBVENTIONS	2024	SUBVENTIONS	2025
2024 - A NOUS LA PAROLE	4 553,00	2025 - EXT PCA CEJ 2024	1326 756,20
2024 - CPOM PLURIANNUEL	19 443,49	2025 - EXT PAR AVENIR PRO	-28 763,90
2024 - AJUSTEMENT ITI 2	993,00	2025 - EXT PAR REGION 2024	-279 000,00
2024 - COMMISSARIAT A LA PAUVRETE	55 200,00	2025 - EXT PCA TRAIT UNION	9 444,00
2024 - PCA INCLUSION PAR LE TRAVAIL	19 032,00	2025 - EXT PAR SUBVENTION ACIDE	-8 178,73
2024 - PCA CEJ	1248 233,31	2025 - EXT PCA ITI 3	22 235,68
2024 - PCA CONSEILLER NUMERIQUE	102 000,00	2025 - EXT AJUSTEMENT PCA ITI2 ET ITI 3	-3 705,95
2024 - PCA ALLER VERS LES JEUNES PRECAIRE	13 513,51	2025 - EXT PCA CEJ 2024	-2 352,02
2024 - PCA ALLER VERS LES JEUNES PRECAIRE	93 055,56	2025 - France TRAVAIL AVENIR PRO COMPL	28 763,90
2024 - PCA EXPLED	12 107,62	2025 - CONSEIL REGIONAL 2024	279 000,00
2023 - FSE HANDI	-57 489,25	2025 - CPOM + OF 2025	1969 129,00
2023 - FSE ALTERNANCE	-62 450,75	2025 - CPOM 2025	19 443,49
2024 - FSE HANDICAP 2023	229 957,00	2025 - ARGOS 2025	16 704,00
2024 - FSE ALTERNANCE 2023	249 803,00	2025 - SAISONS ACTIVES 2025	35 000,00
2024 - France TRAVAIL 581580,03-50000	631580,03	2025 - France TRAVAIL 2025	619 099,05
2024 - PARRAINAGE 2024 ETAT	10 675,00	2025 - AVENIR PRO 2025	30 578,95
2024 - LAN 2024 ETAT	10 000,00	2025 - PARRAINAGE DOETS 2025	39 040,00
2024 - VILLE DE TOULOUSE FONCTIONNEMENT A	767 200,00	2025 - PARRAINAGE DOETS 2025	12 810,00
2024 - O.A.A (VILLE DE TOULOUSE)	13 300,00	2025 - TOULOUSE FONCTIONNEMENT 2025	570 000,00
2024 - LAN 2024 VILLE DE TOULOUSE	13 300,00	2025 - TOULOUSE DAA 2025	8 000,00
2024 - VILLE DE TOULOUSE PARRAINAGE 2024	18 600,00	2025 - TOULOUSE LAN 2025	8 000,00
2024 - RIDE 2024 VILLE DE TOULOUSE	18 000,00	2025 - TOULOUSE PARRAINAGE 2025	11 000,00
2024 - O.A.A DOETS 2024 18021,48+5978,52	24 000,00	2025 - TOULOUSE RIDE 2025	9 000,00
2024 - SANTE MENTALE REGION AC 13260	44 200,00	2025 - REGION FONCTIONNEMENT 2025	265 050,00
2024 - O.A.A 2024 FIPD	8 000,00	2025 - DEPARTEMENT FONCTIONNEMENT 2025	78 750,00
2024 - DEPARTEMENT 2024 FONCTIONNEMENT	105 000,00	2025 - REGUL CEJ 2024	1 400,00
2024 - PARRAINAGE ETAT 2024	41 175,00	2025 - LAN DRFP 2025	10 000,00
2024 - CEJ	4 620 325,00	2025 - AMI 02R 2025	408 334,00
2024 - OBLIGATION DE FORMATION	95 131,00	2025 - SUBVENTION ACIDE 2024	8 178,73
2024 - CPO	1995 336,00	2025 - CARREFOUR ENTREPREUNARIAT 2025	11 250,00
2024 - PERMIS CITOYEN	14 000,00	2025 - CONVENTION CREDIT JUSTICE OISPIDIRP.	13 034,00
2024 - TRAIT UNION CITE EDUCATIVE 2024 2025	15 000,00	2025 - CONVENTION CREDIT JUSTICE DOETS 20	16 006,00
2024 - TOULOUSE METROPOLE ARGOS 2024	27 840,00	2025 - CLPE DOETS SAS LINGUISTIQUE 2025	5 000,00
2024 - REGUL CONSEILLER NUM 2024 SUITE RES	-51 000,00	2025 - CARREFOUR ENTREPREUNARIAT ANNEXE	21 000,00
2024 - PCA CEJ 2024	-1 326 756,20	2025 - CONVENTION PERMIS CITOYENS 2025	14 000,00
2024 - AJUSTEMENT CEJ 2024	-40 775,00	2025 - CLPE DOETS EVOLU JEUNES 2025	13 225,00
2024 - PAR AVENIR PRO	28 763,90	2025 - CLPE SAS LINGUISTIQUE 2025	5 000,00
2024 - PAR REGION 2024	279 000,00	2025 - CEJ 2025	4 290 000,00
2024 - PCA TRAIT UNION	-9 444,00	2025 - PAR FSE F AHRE 2025	127 911,60
2024 - PAR ACIDE	8 178,73	2025 - FSE ALTERNUP 2025	116 441,23
2024 - SUBV COMPLEMENTAIRE ITI	35 061,96	2025 - REDUCTION SUBV AMI 02R 2025 NON ATT	-27 884,00
2024 - PCA ITI 3	-22 235,68	2025 - PCA CEJ 2025	-1 295 810,93
2024 - AJUSTEMENT ITI2 ET ITI 3	3 705,95	2025 - SUREVALUATION FSE F AHRE 2025	-6 908,60
2024 - REGUL SUBV CEJ	-3 550,00	2025 - SUREVALUATION FSE ALTERNUP 2025	-9 106,23
2024 - PCA CEJ 2024	2 352,02	2025 - PCA SAISONS ACTIVES 2025	-14 630,00
2024 - REGUL SUBVENTION TRAIT UNION	15 000,00		
2024 - REGUL TRAIT UNION	10 000,00		
	9 328 915,20		8 742 244,47

A l'issue de l'exercice, le montant global des subventions restant à recouvrer (postes 441200, 441300 et 448700) s'élève à **3 553 500 €** et se décompose de la façon suivante :

- CEJ :	2 242 742 €
- Conseil Régional 2025 :	265 050 €
- Avenir Pro 2025 :	591 €
- Etat DISP /ARML 2025 :	2 607 €
- DAA DREETS 2025 :	3 201 €
- ARGOS 2025 :	16 704 €
- CPOM (2023/2027) :	7 777 €
- AMI O2R 2025 :	217 116 €
- Saisons Actives 2025 :	17 500 €
- ITI 2 (2023) :	23 434 €
- ITI 3 (2024) :	21 037 €
- DREETS FSE FATH 2024 :	229 957 €
- DREETS FSE Alternance 2024 :	246 505 €
- DREETS FSE FAHRE 2025 :	121 003 €
- DREETS FSE Altern'Up 2025 :	107 355 €
- Région Santé Mentale 2024 :	30 940 €

TOTAL 3 553 500 €



VI. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EFFECTUEES A TITRE GRATUIT

➤ Contributions volontaires de la Ville de Toulouse :

En l'absence d'éléments quantitatifs suffisamment fiables et /ou de l'absence de communication des éléments de la part des services municipaux concernés, les contributions volontaires à titre gratuit effectuées par la Ville de Toulouse n'ont pu être évaluées avec précision à la clôture de l'exercice. Celles-ci concernent notamment :

- L'intervention des services techniques,
- La mise à disposition de locaux : antennes de « Bagatelle »

➤ Contributions volontaires de la DDPJJ (Direction Départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse) :

- Celles-ci concernent la mise à disposition d'un chef de service éducatif dont le coût n'est pas connu à la date d'arrêt des comptes (salaires et charges patronales).

VII. ENGAGEMENTS

➤ **LIXBAIL pour le compte de la Société VELA S.A. contrats signés selon les modalités suivantes :**

- Désignation : Photocopieurs Develop INEO
- CONTRAT 306775FM0 Coût 18 159,54 € TTC Loyer trimestriel 861,74 € TTC début 22/12/2022
- CONTRAT 221501FM0 Coût 118 566 € TTC Loyer trimestriel 5646 € TTC début 01/04/2022

Sociétés de crédit bail	Durée location en mois	Coût total Montant TTC	Cumul échéances payées au 31/12/2025	Loyers restant à payer A - 1 an	Loyers restant à payer A +1 an et - 5 ans
LIXXBAIL	63	136 726 €	95 893 €	26 031 €	14 802 €
TOTAL		136 726 €	95 893 €	26 031 €	14 802

 **FREE2MOVE contrat 1907939 signé en date du 1^{er} juin 2023, selon les modalités suivantes :**

- Désignation : Véhicule e-Partner Fourgon
- CONTRAT : 1907939 Coût 28 547 € TTC Loyer mensuel : 669,83 € TTC début 1er juin 2023, 36 loyers

Sociétés de crédit-bail	Durée location en mois	Coût total Montant TTC	Cumul échéances au 31/12/2025	Loyers restant à payer A - 1 an	Loyers restant à payer A +1 an et - 5 ans
FREE2MOVE	36	28 547 €	25 198 €	3 349 €	0 €
TOTAL		28 547 €	25 198 €	3 349 €	0 €

